



## HONGRIE

### Veille agricole Hongrie

Avril 2026

#### Inflation – mars 2026

En mars 2026, les prix à la consommation en Hongrie ont augmenté en moyenne de 1,8 % sur un an et de 0,4 % sur un mois.

Sur un an, les prix des services (+4,1 %), de l'alcool et du tabac (+5,5 %), ainsi que de l'énergie (+4,3 %) ont progressé. En revanche, les prix de certains produits alimentaires sont globalement restés stables ou ont reculé, malgré des hausses pour quelques catégories comme les pâtisseries et les fruits.

Par ailleurs, plusieurs denrées de base ont enregistré des baisses significatives, notamment la viande en conserve, la margarine, le lait et la farine. Les carburants ont également légèrement diminué sur un an.

Sur un mois, les prix des produits alimentaires ont en moyenne légèrement reculé, tandis que certains produits, comme les carburants et certains services, ont augmenté. L'énergie, quant à elle, est restée globalement stable.

#### Szabolcs Bóna, futur ministre de l'Agriculture du gouvernement Tisza

Les élections législatives hongroises du 12 avril 2026 ont consacré une victoire nette du parti TISZA, dirigé par Péter Magyar, qui a obtenu environ 53 % des voix et une majorité confortable de 141 sièges sur 199.

Le futur Premier ministre a annoncé la formation d'un gouvernement de 16 ministres. Szabolcs Bóna devrait en prendre la tête du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

Agronome de formation, né en 1975 à Csorna, diplômé de l'université de Mosonmagyaróvár en 1998, il débute sa carrière dans l'agro-industrie au sein de IKR Zrt., dans le stockage et le commerce des céréales. Il se tourne ensuite vers la finance agricole, travaillant chez Allianz comme expert en sinistres, puis chez CIB Leasing, où il dirige un département à partir de 2001. Cette étape consolide son expertise à l'interface entre agriculture et financement.

En 2009, il rejoint la direction de Rábapordányi Mezőgazdasági Zrt., qu'il dirige dès 2010. Il y développe une exploitation intégrée, centrée sur l'élevage et la production à grande échelle.

Reconnu dans le secteur, il est élu « Éleveur de l'année » en 2022 et son exploitation est distinguée en 2024 comme « exploitation agricole durable de l'année ».

Se définissant comme un « paysan fier », il défend une vision de transformation profonde de l'agriculture hongroise. Il critique l'absence de stratégie de long terme, la dépendance aux subventions et les fragilités héritées des transitions post-socialiste et européenne.

Il plaide pour une souveraineté alimentaire renforcée, le soutien aux exploitations familiales et aux jeunes agriculteurs, ainsi que le développement des circuits courts et de la transformation locale. Il appelle également à alléger les contraintes administratives et à renforcer le rôle des acteurs locaux.

Enfin, il souligne les défis structurels du secteur : changement climatique, sécheresses, pression sur les ressources en eau et recrudescence des maladies animales. Son exploitation a elle-même été touchée par une épizootie majeure, entraînant l'abattage massif de cheptel, illustrant les enjeux de biosécurité et les limites des mécanismes de compensation publique.

## **Les acteurs de l'agroalimentaire réclament une forte baisse de la TVA et des charges sur les aliments**

Les organisations du secteur agricole et de l'industrie agroalimentaire en Hongrie expriment plusieurs attentes fortes à l'égard du nouveau gouvernement. Leur principale revendication porte sur une réduction significative des charges administratives et fiscales, notamment une baisse de la TVA sur les produits alimentaires de base à 5 %, ainsi que l'allègement ou la suppression de diverses taxes (taxe sur le commerce de détail, taxe santé, redevances de contrôle, etc.).

Les acteurs du secteur demandent également la levée du plafonnement des marges commerciales, qu'ils jugent désormais injustifié au regard de la baisse de l'inflation. Ils critiquent par ailleurs le coût élevé de certains dispositifs, tels que la responsabilité élargie des producteurs (REP) et les péages, qui alourdissent les coûts de production et de transport.

Ils appellent en outre à la poursuite sans interruption des subventions agricoles et des investissements déjà engagés, ainsi qu'à un meilleur accès à la main-d'œuvre, notamment via le recours à des travailleurs étrangers. Dans le secteur agricole, les priorités incluent l'accélération du développement de l'irrigation, une gestion durable des ressources en eau — notamment après 2027 pour les eaux thermales — ainsi que le soutien à la production sous serre.

Dans l'industrie laitière, les acteurs réclament le maintien des investissements et une augmentation de la part des produits locaux dans la restauration collective, ainsi qu'une réduction de la TVA sur certains produits, comme le fromage.

Enfin, certains experts et ONG environnementales soulignent la nécessité d'une politique agricole plus durable, mieux adaptée aux enjeux climatiques, reposant sur une stratégie de long terme et une gestion renforcée de l'eau, voire sur la création d'un ministère de l'Environnement indépendant.

## **Baisse des taux et perspectives du secteur agricole**

Après plusieurs années de stagnation, marquées par un faible dynamisme des investissements et un encours de crédit agricole stable autour de 1 700 Mds HUF (4,35 Mds EUR), le secteur agricole hongrois pourrait entrer dans une nouvelle phase de croissance à partir de 2027.

Cette amélioration attendue reposerait sur plusieurs facteurs : un contexte macroéconomique plus favorable, une baisse progressive des taux d'intérêt (potentiellement vers 4–4,5 %), une stabilisation de l'euro entre 360 et 380 HUF, ainsi qu'un afflux de financements européens et de garanties publiques. Ces éléments contribueraient à recréer un environnement proche de celui des anciens dispositifs de crédit bonifié.

À court terme, toutefois, les investissements restent freinés par les difficultés de certains sous-secteurs, notamment la production laitière et porcine, ainsi que par des retards dans la mise en œuvre du plan stratégique de la PAC. Malgré ces contraintes, les acteurs anticipent une reprise plus soutenue de l'activité, avec un impact positif sur la croissance à partir de 2027.

Le rôle de l'État demeure central dans cette dynamique. En 2024, le Trésor public hongrois a versé environ 1 500 Mds HUF (3,83 Mds EUR) au secteur agricole et agroalimentaire, dont 830 Mds HUF (2,12 Mds EUR) déjà distribués début 2026 à près de 150 000 bénéficiaires. L'intelligence artificielle est désormais expérimentée pour accélérer les contrôles administratifs et réduire les délais de paiement.

Les autorités insistent sur la nécessité d'accélérer les procédures afin d'éviter toute perte de financements européens, tout en relançant rapidement les programmes structurants, notamment l'irrigation. Par ailleurs, plus de 640 Mds HUF (1,63 Md EUR) de crédits agricoles et agroalimentaires bénéficient de garanties publiques, essentielles à la sécurisation des investissements des PME.

Dans ce contexte, le secteur anticipe un cycle de reprise soutenu par des conditions financières plus favorables, une meilleure mobilisation des fonds publics et un renforcement des mécanismes de garantie.

## **Choc énergétique et inflation en Hongrie : transmission via l'énergie et les intrants agricoles**

L'économie hongroise apparaît fortement exposée aux chocs externes, en particulier aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient et aux fluctuations des prix de l'énergie. La hausse du pétrole, avec un Brent dépassant 100 dollars le baril, se diffuse à l'ensemble de l'économie : transport, énergie, agriculture et prix alimentaires.

Les dispositifs de régulation (plafonds sur les carburants et marges commerciales) atténuent temporairement l'impact inflationniste, sans empêcher la transmission des coûts. L'inflation reste pour l'instant modérée (≈

1,8 %), mais les projections anticipent une accélération au-delà de 4 % en fin d'année, dans un contexte de volatilité énergétique et de faiblesse de la monnaie nationale.

Le secteur agricole est particulièrement touché via la hausse des intrants. Le conflit au Moyen-Orient a entraîné une forte augmentation des prix des engrais, liée au renchérissement du gaz naturel. Les prix sont passés d'environ 120–130 000 HUF (308–333 EUR) à près de 190 000 HUF (487 EUR), un niveau proche de celui de la crise énergétique de 2022. Aucune pénurie n'est observée à court terme, les stocks ayant été sécurisés, mais les chaînes d'approvisionnement restent sous tension, notamment autour du détroit d'Ormuz. Structurellement, la Hongrie dépend des importations pour le phosphore et la potasse et ne produit que des engrais azotés, ce qui accroît sa vulnérabilité. Dans ce contexte, Budapest plaide pour une suspension temporaire des droits de douane européens sur les engrais russes et biélorusses afin de limiter les coûts de production.

Enfin, la hausse des intrants agricoles et de l'énergie se répercute sur les prix alimentaires, comme le pain (≈ 900 HUF/kg), et pourrait alimenter une pression inflationniste durable à moyen terme, malgré les mécanismes de stabilisation actuels.

### **Faible autosuffisance alimentaire en Hongrie : les analystes appellent à une transformation structurelle de l'agriculture**

Les analyses récentes du secteur agricole hongrois mettent en évidence une contradiction structurelle : malgré une forte proportion de terres arables, le pays demeure dépendant des importations pour plusieurs produits de base, notamment la pomme de terre et le sucre (l'autosuffisance en sucre reste inférieure à 40 %).

Cette situation s'explique par plusieurs facteurs, dont un modèle de production fortement tourné vers l'exportation et une gestion de l'eau jugée inadaptée aux nouvelles conditions climatiques. Le système hydrique privilégie encore l'évacuation rapide des eaux plutôt que leur rétention, aggravant le stress hydrique et l'érosion des réserves souterraines.

Par ailleurs, une part importante de la production est destinée à l'alimentation animale, à l'exportation ou à l'industrie (dont les biocarburants), ce qui limite la capacité du système à répondre à la demande intérieure et réduit sa résilience face aux chocs climatiques et économiques.

Les interactions croissantes entre politiques industrielles et agricoles accentuent également les tensions sur les ressources. Certains projets industriels, notamment dans le secteur des batteries, exercent une forte pression sur la consommation d'eau et l'occupation des terres agricoles de qualité.

Les experts estiment que les solutions purement techniques, comme l'extension de l'irrigation, sont insuffisantes et peuvent même accroître la pression sur les ressources si elles ne s'inscrivent pas dans une stratégie globale de gestion de l'eau.

Les recommandations convergent vers une adaptation structurelle du modèle agricole : diversification des cultures vers des espèces plus résistantes à la sécheresse, meilleure valorisation des sols et développement d'une gestion hydrologique territoriale fondée sur la rétention de l'eau.

À moyen terme, cette vulnérabilité pourrait entraîner une hausse de la dépendance aux importations et une pression accrue sur les prix alimentaires, en particulier pour les produits de première nécessité, tandis qu'une évolution vers des consommations plus locales et saisonnières est identifiée comme un levier complémentaire de résilience.

### **260 000 signatures contre la future PAC et les accords commerciaux**

Une pétition dénonçant la baisse des aides agricoles de l'Union européenne ainsi que les accords de libre-échange en cours de négociation a recueilli plus de 260 000 signatures. Selon la Chambre nationale de l'agriculture (NAK) et l'association d'agriculteurs MAGOSZ, à l'origine de cette initiative, ce soutien constitue « un message politique fort » adressé à Bruxelles.

Les signataires s'inquiètent notamment d'une réduction de plus de 20 % des aides européennes destinées aux agriculteurs. La pétition met également en garde contre les conséquences des accords de libre-échange avec l'Ukraine, les pays du Mercosur et ceux d'Afrique du Nord, estimant qu'ils pourraient fragiliser, voire « ruiner », les exploitations agricoles en Hongrie comme dans d'autres États membres de l'Union européenne.

## **Santé animale**

### **Levée des restrictions liées à la grippe aviaire**

L'Autorité hongroise de sécurité alimentaire, le Nébih, a levé les dernières restrictions liées à la grippe aviaire. Aucun cas n'a été détecté dans le pays depuis le 9 mars, a-t-elle précisé.

L'agence appelle toutefois les éleveurs à la vigilance : le virus circule toujours chez les oiseaux sauvages. Le respect strict des mesures de surveillance épidémiologique reste donc essentiel, d'autant que le risque d'infection des élevages avicoles demeure inchangé.

La levée de ces restrictions ne signifie pas encore la reconnaissance officielle du statut indemne du pays.

*Sources : HAC, Nouvelle Gazette, MTI, Portfolio, Index, Telex, 24.hu, economx.hu, KSH, HVG*